



avaient perdu la vie suite à une attaque incendiaire contre la banque Marfin. Cet événement a paralysé le mouvement, et le six mai les députés grecs ont voté dans le calme les premières mesures d'austérité. Suite à cela, des discussions se sont ouvertes, dans les cercles anarchistes et en-dehors, à propos des pratiques militantes et de l'hétérogénéité du mouvement. La journée du cinq mai a montré ce qui est possible pour un mouvement social, mais aussi comment un mouvement peut être neutralisé à un moment où des changements sociaux radicaux sont possibles... Prévoir la suite de ce mouvement est compliqué mais une chose est sûre : le gouvernement grec va continuer à voter des mesures d'austérité et il sera très probablement encore confronté à des protestations. Dans une perspective plus globale, on a pu constater ces dernières années que les mouvements sociaux européens restaient souvent enfermés dans des logiques nationales de défense des « acquis sociaux », qu'il leur était difficile d'élargir leurs critiques au-delà de la contestation d'une réforme particulière et d'envisager des solutions autres que celles venant de l'État national. C'est actuellement un des plus grands enjeux pour le mouvement grec : arriver à abandonner ses visées nationales et l'espoir d'une réforme démocratique du système.

Trouver le commun pour abandonner les identités nationales

Pour arriver à ce que les révoltes sociales laissent derrière elles leur identité nationale, pour arriver à contrebalancer la montée de la xénophobie, il est nécessaire de sortir le mouvement No Border de son isolement relatif, de créer des liens avec les acteurs des luttes. Atteindre ce résultat implique inévitablement de soulever la question des migrations dans les lieux où sont ressentis et discutés les effets de la crise : dans les espaces de discussion ou de lutte (assemblées, publications, sites, occupations et même syndicats) et dans les lieux de vie ou de travail (cités, écoles, universités, entreprises). Dans cette optique, il y a des « évidences » qu'il n'est jamais inutile de rappeler. Tout d'abord que les migrations ont toujours existé et qu'elles existeront toujours. Le projet insensé de les arrêter ne peut produire en définitive que des pratiques « barbares » et « inhumaines », bien incapables d'endiguer les mouvements de migration. Ensuite, il est évident que même l'expulsion de tous les sans-papiers ne ramènerait pas le plein-emploi et n'entraînerait aucune augmentation des salaires. Le chômage comme les diminutions des salaires et des droits sociaux ne résultent pas de la présence des migrants, elles font partie intégrante du système capitaliste. En d'autres termes, les mouvements de

lutte contre les réformes anti-sociales européennes ne gagneront rien en s'opposant aux migrants. Au contraire, trouver du commun entre migrants et « autochtones », arriver à lier tous les travailleurs et sans-emplois, avec ou sans papiers, dans un même processus, permet d'envisager des paroles et des réactions communes.

Lors du mouvement « anti-CPE » dans certaines villes, des connections se sont créées entre étudiants, travailleurs, migrants et banlieusards. Ces connections se sont notamment traduites dans des prises de position d'assemblées étudiantes contre la loi CESEDA sur l'immigration, mais aussi dans la rue, au cours d'actions directes et d'affrontements avec la police. Bien entendu, les directions syndicales, médias et politiciens se sont focalisés sur la critique du seul CPE et sur les dépouilles au cours de certaines manif parisiennes. C'est qu'ils savent ce qu'ils ont à perdre d'un

rapprochement entre jeunesse « immigrée » et mouvement contestataire : les événements de 2008 en Grèce et le sommet anti-OTAN de Strasbourg sont là pour leur rappeler. Au contraire, nous savons ce que nous avons à y gagner : un élargissement de la critique sociale et une augmentation de puissance. Mais pour que ces connections se fassent, il ne suffit pas de s'en tenir au niveau des débats et des idées.

Arriver à des révoltes prenant en compte la situation des migrants et des immigrés implique que les thématiques migratoires et anti-racistes fassent partie intégrante des luttes. Dans cette optique, il est nécessaire que des acteurs assumant ces identités s'impliquent dans les mouvements contre les plans d'austérité, il est nécessaire que des solidarités effectives soient créées dans la lutte. C'est dans l'opposition active et radicale au système capitaliste que s'opèrent les rapprochements avec celles et ceux qui le subissent et le remettent en cause. Si ces rapprochements peuvent se réaliser dans des mouvements larges, ils peuvent aussi se développer de manière autonome par des actions menées à partir de positions anti-racistes et dirigées vers des cibles connectées au capitalisme et à la crise. Des cibles telles que des lobbies financiers ou patronaux, des instances gouvernementales, des institutions économiques, des banques ou une rencontre européenne des ministres des finances... Il s'agit en définitive de faire correspondre nos pratiques avec l'idée qu'une transformation profonde des politiques migratoires ne peut passer que par une remise en cause du cadre capitaliste dans lequel elles prennent place.

Dans la perspective d'élargir les visées du mouvement No Border et celles des mouvements contre les plans d'austérité, dans cette perspective d'augmenter notre force de frappe, nous nous rendrons à Bruxelles durant le camp No Border. En effet, Bruxelles regroupe à la fois les principales institutions européennes, des centaines de lobbies, groupes financiers et sièges de multinationales, la plupart des bâtiments gouvernementaux belges et d'importants quartiers immigrés en proie à la gentrification et de temps en temps à la révolte. Cette concentration d'organismes économiques, financiers, politiques et anti-migratoires représente une magnifique opportunité pour nous de montrer notre présence et notre puissance, d'amener nos arguments dans l'espace public et de participer à la contestation du monde capitaliste en utilisant la diversité de nos modes d'action.

Enjoy Brussels!



Une opportunité magnifique... Quelques idées sur les migrations, le capitalisme et les révoltes sociales.

I. INTRODUCTION

Ce texte est né de questions pratiques liées à la tenue d'une rencontre ECOFIN des ministres des finances des pays européens (les 30 septembre et 1er octobre) et d'une manifestation des syndicats européens (29 septembre) durant le camp No Border à Bruxelles (25 septembre au 3 octobre). Lors de discussions, nous nous sommes demandés comment nous positionner par rapport à ce sommet. Assez vite notre réflexion s'est élargie à « la » crise actuelle et aux effets sociaux et politiques qu'elle produit, à la fois augmentation des politiques et comportements racistes, et des conflits sociaux et mouvements de masse. Les questionnements sur ces effets sont au final la principale raison de ce texte, la semaine de fin septembre à Bruxelles étant la toile de fond. À partir d'une position radicale contre les frontières et en faveur de la liberté de mouvement, nous avançons ici quelques idées sur le « mouvement No Border », sur les relations entre politiques migratoires et économiques européennes, et sur les révoltes sociales qui se développent. Idées dont le but est d'amener à réfléchir, discuter... et agir.

II. SUR NOS LIMITES

Pour commencer, nous avons réfléchi sur comment les « activistes No Border » (dans un sens large) connectent habituellement les politiques migratoires aux politiques économiques. On peut différencier deux pôles entre lesquels prennent place la variété des discours et positions contre les frontières.

Deux courants

Il y a d'une part un courant plus radical qui développe un discours en faveur de la liberté absolue de circuler et de s'installer, contre les frontières, contre l'État et contre le capitalisme. Ce discours, souvent adossé à des actions directes, a le mérite d'essayer d'intégrer la lutte contre les politiques anti-migratoires dans une critique du système capitaliste. Néanmoins, la manière de l'exprimer se réduit souvent à affirmer un rejet total de toute structure capitaliste qui ne touche globalement que les gens déjà convaincus. D'autre part, on peut identifier un courant modéré mettant plus l'accent sur les processus de régularisation des sans-papiers et l'opposition aux camps de détention. Ce discours fait habituellement l'impasse sur la question du cadre politique et économique dans lequel s'intègrent les politiques anti-migratoires.

Paradoxe

On constate que ces différentes positions ont en commun de se focaliser principalement sur la question de la répression contre les migrants. L'insistance sur cette question est évidemment compréhensible, c'est l'aspect le plus révoltant de la situation des migrants, qui eux-mêmes considèrent que c'est le principal enjeu : sortir du cercle de la répression et pouvoir mener une vie « normale ». Pour autant, nous pensons qu'il y a là une certaine faiblesse, un caractère unidimensionnel des discours anti-racistes. La gestion capitaliste du travail des migrants et ses effets en matière économique et de droit sociaux ne sont quasiment jamais utilisés comme des arguments centraux dans l'opposition aux frontières et les luttes en faveur de la liberté de mouvement. De même, si l'on excepte Frontex, on peut considérer que le pouvoir

européen, malgré son importance décisionnelle et organisationnelle dans la gestion des flux migratoires, est globalement épargné par les critiques et actions du mouvement No Border.

Ces « mises-de-côté » constituent de notre point de vue un paradoxe : nous sommes nombreux à penser que la gestion des migrations révèle le vrai visage du capitalisme et permet de discerner les évolutions futures vers lesquelles tendent nos sociétés (militarisation des frontières et de la société en général, développement des technologies de contrôle, précarisation du travail, destruction des droits sociaux et de la liberté d'expression...). Pourtant, il est rare que, à partir des questions de migration, nous arrivions à développer des discours ou des actions concernant d'autres aspects de la société.

III. LES MIGRATIONS DANS LE DÉVELOPPEMENT DE L'EUROPE ÉCONOMIQUE ET SÉCURITAIRE

Les migrations sont partout, internationales ou locales, liées aux guerres, au travail ou aux études, fonction du climat ou des rencontres. Nous ne parlons souvent plus les langues de nos grands-parents, nous ne vivons pas là où vivaient nos parents et nos mouvements ne sont pas près de s'arrêter. « Migrants » ou « autochtones », on ne nous reconnaît que les identités imprimées par des États sur du papier et celles imprimées par les pubs et la télé dans nos esprits, des identités qui nous sont étrangères à tous. Cette classification entre migrants et autochtones n'a plus de sens. Pourtant, ceux qu'on appelle « sans-papiers » sont des migrants particuliers, leurs droits sont inexistantes, ils sont forcés à la clandestinité et ils représentent la figure ultime de « l'étranger ». Le système capitaliste en fait des êtres-à-part, et leur applique des politiques spécifiques. Ce sont ces politiques et leurs liens avec « le reste de la société » qui nous intéressent.

Le développement des politiques migratoires européennes doit être analysé dans le contexte du développement de l'Union Européenne (ici compris comme processus cherchant à ouvrir le marché du travail). Si l'on observe l'histoire de l'U.E. et son processus d'élargissement durant ses soixante années d'existence, on remarque que la gestion capitaliste des mouvements de migration est directement liée à la situation économique des États. Les périodes de crise ou de croissance économique peuvent en effet transformer radicalement les politiques migratoires, qui en retour peuvent avoir des effets énormes sur les politiques économiques et sécuritaires.

Les différentes vagues d'immigration

Au siècle dernier, les migrations vers l'Europe ont commencé à s'intensifier après la deuxième guerre mondiale. La première vague importante d'immigration, dans les années cinquante et soixante, était constituée par les migrations « industrielles », particulièrement depuis le Sud de l'Europe et les autres pays méditerranéens vers les pays du Nord. Trente ans plus tard, l'effondrement du mur de Berlin a entraîné une nouvelle vague de migrants venant de l'Est et attirés par l'image d'Eldorado économique de la « vieille Europe ». Parallèlement à ce processus, le nombre de non-Européens qui essayaient de rejoindre l'Europe a augmenté d'année en année.

On peut établir une différence principale entre les politiques migratoires des années cinquante et celles menées à partir des années quatre-vingt. Dans un premier temps, l'industrie et les mines nécessitaient une main d'oeuvre bon marché et nombreuse, ce qui impliquait une immigration relativement « ouverte ». Par la suite, la désindustrialisation, la fin du plein-emploi et le chômage de masse entraînent une restriction drastique des conditions d'immigration. Cette différence dans la gestion des mouvements de migration fait apparaître les intérêts économiques comme le principal critère utilisé par le système capitaliste pour définir les politiques migratoires.

De la construction sécuritaire...

Aujourd'hui, dans l'Europe des vingt-sept, la construction du système institutionnel européen a atteint une nouvelle dimension en termes de coopération étatique et de politiques sécuritaires. Depuis la chute de l'Union soviétique, les frontières du « projet européen » se sont élargies. Ce fut l'occasion pour le pouvoir européen de construire une gigantesque architecture sécuritaire basée sur le développement de nouvelles technologies et d'énormes moyens financiers. À un premier niveau, celui des États-nations, cette construction s'est traduite par la création de nouveaux camps de détention et par la progression des techniques de contrôle social (présence policière, vidéo-surveillance, coopération entre administrations, lois « terroristes », etc). À un second niveau, les pays comme l'Italie, la Grèce et l'Espagne construisent toujours plus de mécanismes de défense contre l'immigration, aidée en cela par l'agence européenne Frontex. Ces pays constituent le dernier rempart interne contre la supposée « invasion de l'Europe ». Enfin, l'Union Européenne finance l'externalisation de ses frontières, des pays comme la Lybie, le Maroc ou la Tunisie reçoivent des fonds européens pour construire des camps de détention sur leur territoire et pour améliorer le contrôle de leurs frontières. Les morts aux frontières de la mer Méditerranée ou les conditions de détention des camps comme Pagani à Lesbos ne sont plus le résultat des politiques d'un État seul, elles font partie intégrante des stratégies économiques et migratoires européennes.

... à la construction du marché du travail

Parallèlement à cette reconstruction sécuritaire, à cette expansion de la répression et cette militarisation des frontières, on assiste également à une reconstruction du marché du travail. Les gouvernements utilisent l'immigration dans deux optiques économiques différentes. D'un côté, ils tentent de garder un contrôle des migrations pour répondre aux besoins du marché, ce qu'ils appellent « l'immigration choisie » et limitée. D'un autre côté, ils utilisent l'immigration pour faire jouer la compétition entre tous les travailleurs (avec ou sans papiers), afin de limiter les revendications sociales et d'arriver à une dérégularisation plus complète du marché du travail.

Sélection des autorisations à travailler (en fonction des besoins du marché), flexibilisation du travail (travail au noir, sociétés d'intérim), diminution des salaires, attaques contre les droits sociaux et les retraites, augmentation des loyers. Toutes ces dynamiques ne font que rapprocher les conditions de travail et de vie des « autochtones » de celles que les migrants connaissent depuis longtemps, la clandestinité en plus. C'est l'objectif des gouvernements et des institutions européennes. Dans un premier temps, des conditions de travail et des pratiques sociales sont appliquées aux migrants, en légitimant ce statut particulier par le fait que ce sont des étrangers n'ayant aucun droit. Ensuite ces techniques de gestion de l'immigration sont étendues à la gestion de la population dans son ensemble. Bien entendu, au centre de cette dynamique politique se trouve l'argumentation publique sur les « étrangers improductifs et profiteurs », désignés responsables de tous les désastres économiques et sociaux dans nos sociétés.

U.E. : Rester au top!

Ces stratégies de contrôle des migrations et des populations clarifient les objectifs de l'Union Européenne : des politiques migratoires stables, des réformes sociales dures (dépendant de la situation économique) et un euronationalisme triomphant pour pouvoir prendre position en tant qu'acteur principal sur le marché global (avec la France et l'Allemagne dans le wagon de tête). Le but à long-terme est de libéraliser complètement le marché et d'enterrer définitivement la « sécurité sociale », afin de survivre dans la compétition contre les États-Unis et la Chine. Une idéologie est sous-jacente à ce projet économique : à la suivre, l'histoire européenne depuis la deuxième guerre mondiale consiste dans le développement, enfin sage, d'un continent ayant tiré les leçons des deux grandes guerres et avançant toujours plus sur le chemin d'une coopération économique, sociale et politique pacifique entre États. Cet euronationalisme béat passe bien entendu sous silence la guerre sociale en cours, l'exploitation croissante des travailleurs et des migrants, ainsi que les guerres « humanitaires » et autres opérations de « maintien de la paix » menées, via l'OTAN ou non, par différents pays européens en Serbie, Afghanistan, Irak ou Somalie.

Les dernières années ont montré que ce grand projet économique et politique est difficile à atteindre. Au niveau politique, le rejet de la constitution européenne par plusieurs États-membres a détruit une partie du « rêve européen ». Au niveau économique, la crise financière, qui a commencé au début de la décennie, a interrompu la croissance économique et a montré, une fois de plus, les effets de la compétition mondiale, de la sur-production et de la financiarisation. En ces temps de crise et (jusqu'à présent) d'échec de ces ambitieux objectifs, une des principales questions est : comment les États-nations vont-ils arriver à gérer « la menace financière »?

IV. PEUR ET PATRIOTISME EN PÉRIODE DE « CRISE »

Cela fait deux ans que les banques et les bourses ont commencé à s'effondrer. Des milliards d'euros ont été dilapidés, certaines banques ont renoué avec des bénéficiaires faméliques, d'autres restent instables, et la chute des bourses et de l'Euro continue. En peu de temps, la crise du système financier s'est transformée en crise des États. Après avoir tout fait pour sauver le système financier, les gouvernements commencent maintenant à faire payer les peuples : Grèce, Roumanie, Espagne, Angleterre... Cette énième crise du capitalisme est, comme d'habitude, une formidable opportunité pour les gouvernements et les institutions internationales : les plans d'austérité, qu'ils ont voté ou s'appêtent à voter, sont de véritables plans de casse sociale.

Les plans d'austérité comme continuité logique

La première possibilité de gestion de la « crise européenne », après l'intervention du FMI en Roumanie, a été la crise de la dette en Grèce. Le capital international, sous la forme de l'Union Européenne, du FMI et de l'État grec, a transformé le pays en un énorme champ d'expérimentation social pour une nouvelle stratégie du choc. De nombreux droits sociaux, défendus par les tra-

vailleurs depuis trente ans, sont supposés être détruits dans les deux prochaines années. Les premières mesures d'austérité, votées le six mai par le parlement grec, montrent la voie : jusqu'à trente pour-cents de baisse des salaires, diminution des retraites et des allocations de chômage, gel des salaires et des pensions dans la fonction publique, destruction de droits sociaux. Ces mesures sur les revenus se sont accompagnées d'une augmentation des taxes et de nouvelles taxes sur le tabac, l'alcool et les paris. Les réformes suivantes, prévues dans l'année, sont préparées sous la sévère surveillance de la « commission de contrôle ». Ces politiques d'austérité commencent juste à produire leurs effets : licenciements massifs, augmentation des emplois à temps partiels et généralisation des contrats à durée déterminée.

En définitive, les plans d'austérité imposés dans le cadre de « la » crise ne sont qu'une nouvelle étape dans le processus de précarisation du travail, dans l'application des techniques de gestion de l'immigration à la gestion de la population. Loin d'être des politiques exceptionnelles, ces réformes anti-sociales sont la continuité logique des dynamiques enclenchées avec la création et le développement du « projet » européen. Les principales particularités de ces mesures se trouvent dans leur degré – rarement atteint – de

violence sociale et leur intégration dans un cadre politique de plus en plus sécuritaire et raciste, dans un projet politique basé sur la gestion de la peur.

Politiques de la peur et patriotisme

Si l'on observe les discours développés par les gouvernements, on constate qu'ils font passer leur gestion de la crise en s'appuyant sur une utilisation politique de la peur, peur dont la principale cause est l'étranger, l'éternel bouc-émissaire. La gestion de la peur

comme mécanisme de transformation sociale s'opère de différentes manières. Il s'agit d'abord de créer une peur physique, reposant sur la figure du jeune immigré délinquant, afin de légitimer le développement des techniques de contrôle (présence policière, caméras, fichage...) et des structures de répression (construction de prisons et camps de détention, lois liberticides, justice expéditive...). Cette peur physique s'appuie sur une peur symbolique, particulièrement centrée sur les « différences insurmontables » de la religion islamique avec le « mode de vie occidental ». Les controverses autour des coutumes supposées en matière de vêtements (voile), de sexualité (polygamie et tournantes), d'alimentation (la viande Hallal et les « moutons égorgés dans la baignoire ») ou de rapport au corps (« le bruit et l'odeur ») ne sont que des manipulations symboliques visant à créer l'impression d'une mise en péril des traditions occidentales et le sentiment d'une supériorité de ces traditions sur les habitudes « archaïques » des musulmans. Enfin, il s'agit de créer une peur économique, reposant sur la rareté du travail et sur la figure du travailleur immigré, afin de faire accepter la dérégulation du monde du travail.

Ces politiques de peur s'articulent naturellement autour la notion de crise. Que ce soit pour investir des milliards dans les banques ou pour imposer des réformes anti-sociales, le discours gouvernemental reste le même : « Dans ce contexte de crise, des sacrifices sont nécessaires pour sauver notre système ». Cet appel au patrio-

tisme économique se double d'un appel au patriotisme culturel, d'un discours sur l'identité nationale, sur le péril que représentent les migrations pour nos sociétés. De cette manière, les gouvernements se présentent comme défendant leurs électeurs tout en déplaçant la colère populaire contre les inégalités capitalistes vers la figure du migrant, cet ennemi ultime, à la fois intérieur et extérieur, à la fois économique, physique et culturel. Ce processus vise à masquer que les conséquences de la crise sont les mêmes pour les « autochtones » et les migrants : un durcissement des conditions de vie et un renforcement de la traque de tous les individus non-rentables – travailleurs licenciés, chômeurs privés d'allocations, migrants enfermés et expulsés.

De la xénophobie au cosmopolitisme?

Socialement, on peut s'attendre à ce que les réformes en cours produisent des effets allant dans deux directions principales : d'une part, une remise en cause des institutions voire du système capitaliste; d'autre part, un repli identitaire et un renforcement des sentiments xénophobes. Ces deux directions peuvent sembler contradictoires mais sont pourtant souvent complémentaires. Sous une forme organisée, elles s'expriment notamment dans la progression des partis d'extrême-droite ou les dérives racistes de certains syndicats. À un niveau individuel, le mélange de sentiments anti-institutionnels et anti-migrants se développe de manière alarmante chez de nombreuses personnes. C'est là qu'est le principal danger : dans le risque d'un renforcement et d'un ancrage durable des sentiments xénophobes, dans le risque d'un retour à une Europe nationale et nationaliste, de plus en plus fermée et raciste.

Ce mélange de sentiments reflète une réalité que le mouvement No Border ne peut éviter : dans nos sociétés, l'immigration et la manière dont elle a été gérée représentent souvent un point de rupture, une cristallisation du débat débouchant finalement sur un rejet de l'autre. C'est le cas au niveau urbanistique (création des banlieues et ghettos), au niveau culturel (interdiction du voile) et au niveau économique (acceptation de la compétition nationale pour l'emploi, mais pas de celle avec les migrants). Il faut bien constater que si les migrations et les mélanges de population ont eu lieu de tous temps, aujourd'hui ces phénomènes atteignent une nouvelle dimension, qu'on ne peut éviter dans une réflexion critique sur l'anti-racisme. Le nombre d'êtres humains sur Terre, les inégalités sociales et internationales du système capitaliste, la croissance d'énormes mégapoles, le développement des moyens de transport, l'attractivité supposée de la société de consommation et les technologies de propagande – tout cela provoque les migrations et participe au renforcement des inégalités, elles-mêmes génératrices de tensions. Dès lors, comment dans ce cadre, ou plutôt en-dehors, développer des villes cosmopolites, arriver à la cohabitation pacifique et mouvante des cultures et des modes de vie? La question reste posée...

V. MOUVEMENTS SOCIAUX ET PERSPECTIVES

Certains ont des réponses à cette question. Là où nous cherchons du cosmopolitisme, les gouvernements jouent sur les tensions entre communautés et exacerbent la peur de l'autre. Malgré cela, on commence à voir se développer, en Roumanie ou en Grèce par exemple, des mouvements sociaux s'opposant aux réformes anti-sociales de l'État. En Grèce, un mouvement hétérogène avec différents buts politiques s'est développé contre les plans d'austérité du gouvernement, du FMI et de l'Union Européenne. Le plus grand succès de ces mobilisations, globalement contrôlées par les syndicats socio-démocrates, a été la journée du cinq mai, durant laquelle des centaines de milliers de personnes ont participé, dans toute la Grèce, aux manifestations les plus massives depuis la fin de la dictature en 1974. À Athènes, des travailleurs du public et du privé, des anarchistes, des étudiants et aussi des migrants se sont lancés à l'assaut du parlement. Pendant ces affrontements, un message a été diffusé par les médias de masse : trois personnes

